

# L'être et l'avoir au temps

**L'être et l'avoir, deux modes d'existence antinomiques, donc périlleusement conciliables. Toutefois, et malgré cette complexité de concordance, certains s'essayent à ce funambulisme sur corde raide, victime du syndrome du délire du monarque.**

D'un autre côté, dans la quasi-totalité des imaginaires communs travaillés par des siècles de rapports de force, où l'avoir a toujours triomphé, la formule «celui qui n'a rien, n'est rien» demeure un préalable à l'entame de n'importe quelle démarche. Mais pour un monarque en titre, qui possède pour le moins son trône en héritage et bien sûr tout ce qui va avec, les personnes et les territoires avec leurs richesses, cela pose un problème de personnalité. Et

**Il avait fallu que les chiïtes, majoritaires à Bahreïn, sortent manifester lors des révoltes arabes de l'hiver de 2011, et revendiquer que les droits de l'homme cessent d'être transgressés, pour que des chars saoudiens franchissent la frontière et se positionnent aux quatre coins l'émirat des deux mers, pour protéger les monarques locaux, qui, eux, sont sunnites.**

sans commettre de réclame pour une psychologie de supermarché, faire prévaloir l'avoir sur l'être renseigne sur une instabilité comportementale, qui prélude à une fuite en avant arrimée à ce que l'on possède, plutôt qu'à ce que l'on est. L'être humain placé dans cette condition n'est que, n'existe que par ce qu'il possède, sinon, il n'est pas. Il n'est rien.

Face à l'être, il y a le néant, c'est-à-dire trivialement, un choix entre la vie et l'existence, voire entre la vie et le trépas. Et ce n'est pas parce que les monarques sont riches qu'ils peuvent être ce qu'ils ne sont pas. Entre autres des donneurs de leçons à tous, quand l'ivresse de l'avoir est liberticide.

Et rien que pour cela, tous nos amis monarques arabes doivent revoir leurs cadres de références. Certaines de nos amicales majestés nous boudent un jour et nous étreignent le lendemain en de litaniques bousboussades épistolaires. Les autres, toute honte bue, nous rabrouent carrément, se comportant comme en pays conquis.

Ohé, altiers et fièffés seigneurs de pétromonarchies du désert, qui vous a fait émirs, quand les nôtres, souverains et souveraines, moins les odeurs du naphte, ne se mesuraient qu'aux rois et reines légendaires de Carthage et de Rome ? Un matin on exige de nous, sans crier gare, de participer à la création ex-nihilo d'une force armée arabe, sans préalable, ni préliminaires, pour des desseins inavouables et pour le moins inconciliables avec les valeurs portées par notre millénaire histoire et inscrites dans l'appel au peuple algérien du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et tous les textes fondateurs de l'Algérie contemporaine. Le jour d'après, on nous en veut de ne pas participer à une coalition, créée dans une promptitude génératrice d'un enchevêtrement de doutes, qui, en tout état de cause, confine et astreint à la réserve du sage. Au final, cet assemblage précipité de forces armées fut et

demeure utilisé dans une guerre entre musulmans, sunnites contre chiïtes, avec à la clé des pertes de vies humaines par milliers et de destructions d'édifices historiques et religieux au cours d'aveugles bombardements. Cette rapidité d'exécution de frondeurs, version m'as-tu vu, fit perdre au seul monarque de l'Occident arabophone un avion de type F16 sur les 24 qu'il possède. Le surlendemain, par caprices de monarques, on nous accuse et on nous culpabilise de faciliter le blanchiment de capitaux qui servent au financement du terrorisme engagé par les groupes djihadistes principalement contre les musulmans, en invoquant, pour faire sérieux et plus vrai que nature, le groupe d'action financière, le Gafi.

Cet organisme intergouvernemental créé par accord entre Etats riches occidentaux, a priori indépendant mais qui

est abrité dans les locaux du siège de l'organisation de la coopération et du développement économique. L'OCDE, c'est cette organisation qui regroupe en principe des pays qui partagent en commun un système démocratique de gouvernance et une économie libérale. Il va sans dire que ni cette organisation ni son locataire le Gafi ne peuvent se prévaloir d'une indépendance idéologique, ni d'une autonomie de décision. C'est dans la logique des choses. Cependant, là où le bât blesse et le ridicule est insultant, ce sont ceux qui ne se reniflent pas eux-mêmes qui utilisent le Gafi comme alibi pour faire la leçon aux autres. Il y a une expression latine, érigée en règle dans le droit pénal qui énonce, «nemo auditur propriam turpitudinem allegans» qui, traduite en français, donne : «Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude.».

A bien y regarder, c'est un marché de dupes. Il ne manquerait plus au peuple qui a le plus souffert dans sa chair, dans ses richesses et qui fut mis en quarantaine, jusqu'à lui renier toute forme de solidarité, par la quasi-totalité des autres pays, à cause de la barbarie du terrorisme djihadiste, de s'auto-flageller !

En clair, les Algériens financeraient les actes horribles, ignobles, odieux et inhumains de leurs bourreaux d'hier, qu'ils ont, seuls, vaincus. C'est cela, aller dans les méandres de la complexité et de la sophistication dans le déchiffrement de la personnalité et de l'intellect humain, chez les apprentis-sorciers. Le monde de la psychologie avait décodé le comportement d'otages, qui, ayant partagé un temps assez long avec leurs geôliers, finirent par épouser leurs causes, dans une sorte d'empathie, basée sur un émotionnel à décryptage compliqué, qu'ils avaient baptisé du nom de «complexe de Stockholm».

Toutefois, et quels que soient les intérêts, les motifs et les raisons, qui porteraient ce syndrome du monarque, personne n'a le droit de porter atteinte à la

dignité des Algériens ! Ainsi, de guerre lasse et boostés par l'avoir qui débouche inévitablement sur l'hybris, cette notion grecque qui résume l'orgueil, l'arrogance et la démesure, ces monarques, pour se soutenir, ont créé leur cénacle : le Conseil de coopération du Golfe arabe, en 1981, composé du Koweït, du Qatar, du Bahreïn, du sultanat d'Oman, des Emirats arabes unis, autour de l'Arabie Saoudite, comme leader, grâce à son énorme poids financier, par la force de ses avoirs. Si cette coopération est demeurée superficielle, il en va autrement du rôle de gendarme que joue cette congrégation.

Il avait fallu que les chiïtes, majoritaires à Bahreïn, sortent manifester lors des révoltes arabes de l'hiver de 2011, et revendiquer que les droits de l'homme cessent d'être transgressés, pour que des chars saoudiens franchissent la frontière et se positionnent aux quatre coins l'émirat des deux mers, pour protéger les monarques locaux, qui, eux, sont sunnites.

A l'époque de ces troubles qui coïncidaient avec ce qui fut qualifié de printemps arabe, les Saoudiens avaient offert un siège dans le Conseil de coopération du Golfe arabe aux deux monarques arabes, demeurés pour des raisons géographiques en dehors de cet aréopage de l'avoir, la Jordanie, et au Maroc. Ensuite, bis repetita, dès leur intervention au Yémen, le 26 mars 2015, dans le cadre de l'opération «Tempête décisive», qui avait fait, selon l'Organisation mondiale de la santé, 1 000 morts durant son premier mois, la coalition pilotée par les Saoudiens, avec l'assentiment des Occidentaux, ils lancèrent leur initiative de création d'une armée arabe. Sauf que pour les avertis et ceux qui ne le sont pas, un pareil projet se monte et ne s'achète pas, qu'importe la dimension de l'avoir en pétrodollars.

L'Algérie, qui officiellement n'est pas contre un tel projet, se propose comme première étape d'y participer en mettant à profit des moyens logistiques et de contribuer en assurant des missions de formation. Cette attitude avait été considérée par l'aile belliqueuse intra arabe,

**Et sans la moindre intention de polémiquer, le roi du Maroc a le droit d'entreprendre les voyages qu'il désire accomplir. Là n'est pas la préoccupation. Mais un malaise demeure toujours, c'est cet itératif pistage de toutes les actions algériennes tous azimuts, pour les chahuter.**

au sein de la ligue éponyme, comme une position pour le moins tiède. Oui, les Algériens ont une approche de l'être indissociable de la liberté, quand l'avoir, lui, est érigé distinctement en une posture intangible de relation avec les autres, basée sur le seul profit des possesseurs. Néanmoins, cette distinction peut comporter des différences, qui appellent à bon droit des rapprochements avec ses voisins, avant toute connexion pour n'importe quel projet. Pour l'occasion, l'intense activité que déploie la diplomatie algérienne en direction des pays africains afin de mutualiser les forces du continent pour être entendu sur les diverses questions qui le concernent et celles qui concernent aussi toute l'humanité semble ne pas être du goût de plusieurs

Par Abdelkader Leklek

monarques. Ainsi, quand les dirigeants africains de haut rang viennent discuter de cette façon de voir algérienne qui concerne au premier chef des êtres humains, dans un monde qui se globalise à cadences forcées, violant et réprimant chaque jour un peu plus, laissant sur le carreau ceux qui ne s'y sont pas préparés, souvent au-delà de leur volonté. De discuter du devenir de leurs droits et de leurs richesses dans le cadre d'un développement durable du monde. Cela dérange gratuitement. Alors, qu'à cela ne tienne. Au lieu d'aider dans cette direction, ce seront les monarques qui iront voyager en Afrique en mutualisant leurs moyens. Dès lors, l'avion royal saoudien sera mis à la disposition du roi du Maroc, lors de son périple africain.

Le monarque alaouite serait-il en manque d'aéronef, lui qui vient de perdre un F16, pour voyager ? Les mauvaises langues disent de ce sérénissime Jet que c'est un hôpital volant... Et sans la moindre intention de polémiquer, le roi du Maroc a le droit d'entreprendre les voyages qu'il désire accomplir. Là n'est pas la préoccupation. Mais un malaise demeure toujours, c'est cet itératif pistage de toutes les actions algériennes tous azimuts, pour les chahuter. Quand la volonté des Algériens et leurs objectifs envers les leaders africains sont de les tenir informés sur une action que compte lancer l'Algérie, avec d'autres partenaires, en vue de doter le continent africain d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, cela ne trouve pas crédit aux yeux des monarques. On rapporte que le roi du Maroc s'est déplacé en Afrique pour faire du business. Soit, l'Algérie également est engagée dans des investissements en Afrique depuis l'indépendance du pays. La différence demeure toujours polarisée entre l'être, futur membre permanent au Conseil de sécurité, ou bien l'avoir : des possessions et l'accumulation de dividendes à partir des pays africains. En voyageant dans l'avion royal saoudien, cela donnerait-il plus d'épaisseur et plus d'importance au voyageur ? Chez les

monarques, l'histoire est immobile et pour s'en convaincre, que chacun essaye de prononcer le mot révolution, pris dans le sens de changement, en terre royale ? Ou bien de s'enquérir de qui est la reine du moment, en Arabie Saoudite, sinon au Maroc ? C'est le journaliste français Eric Laurent, spécialiste de la finance et de la géopolitique du pétrole, dans son livre *La face cachée du pétrole*, publié chez Plon, en 2006, qui relate la fondation de l'organisation des pays exportateurs de pétrole OPEP, qui met en relief sa dépréciation, et insiste sur le rôle fréquemment douteux depuis cette naissance du royaume des Saoud. Il dit ceci : «Cette dépréciation, l'OPEP la doit aussi en grande partie à l'attitude équivoque de l'Arabie Saoudite. Son alignement sur Washington est total.